

Madagascar - Les profils très pro-Rajoelina des juges de la Haute Cour constitutionnelle

L'institution suprême de la Grande île doit prendre un arrêt décisif à moins d'un mois de l'élection présidentielle du 9 novembre. Les neuf juges qui composent la Haute Cour constitutionnelle sont cependant critiqués pour leur proximité avec le président sortant Andry Rajoelina.

À moins d'un mois de l'élection présidentielle du 9 novembre, la Haute cour constitutionnelle (HCC) doit prochainement statuer sur le possible retour du président du Sénat, Herimanana Razafimahefa, au poste de chef d'Etat par interim. La fonction est occupée de manière collégiale, depuis mi-septembre, par le premier ministre Christian Ntsay et son gouvernement.

Andry Rajoelina est contraint par la Constitution à la démission le temps de la campagne.

Or les juges constitutionnels et leur président, Florent Rakotoarisoa, sont régulièrement soupçonnés depuis leur nomination en 2021 d'appuyer les intérêts du président sortant. Pour cause, tous entretiennent des liens plus ou moins étroits avec le clan présidentiel.

D'anciens ministres de Rajoelina

Sur les neuf membres de l'institution, trois sont choisis par le chef de l'Etat. Deux membres sont élus par le Sénat et deux autres par l'Assemblée nationale - actuellement largement dominée par les parlementaires de l'IRD (Isika Rehetra Miaraka amin'i Andry Rajoelina, Nous tous ensemble avec Andry Rajoelina). Enfin, deux derniers membres sont désignés par le Conseil supérieur de la magistrature (CSM) - que préside aussi Andry Rajoelina. Les juges sont élus pour un mandat de sept ans non renouvelable. Le conflit d'intérêts le plus évident concerne Florent Rakotoarisoa, qui a été ministre de l'intérieur sous la transition (2009-2014), dirigée par Andry Rajoelina, et qui a assuré occasionnellement l'intérim du ministère de la justice. Élu en 2021, il est notoirement proche du président sortant. Florent Rakotoarisoa connaît bien les rouages de son poste actuel. Il a déjà été membre de la cour d'Ambohidahy de 1992 à 2002. Une seconde magistrate, Germaine Bakoly Razanoarisoa Ratovonelinjafy, a, elle aussi, été désignée par le CSM.

Des magistrats proches de l'exécutif

Mais le président de la HCC n'est pas le seul à avoir occupé de hautes fonctions sous la transition. William Noelson était, pour sa part, ministre de la fonction publique à la même époque, et s'est ensuite reconverti en avocat à la cour de cassation. Rasolo Nandrasana Georges Merlin a, quant à lui, été directeur de cabinet du premier ministre Christian Ntsay. Ces deux magistrats font partie du quota de l'Assemblée nationale

Deux autres magistrats de la HCC sont liées à l'exécutif. Elles ont été élues en 2021 par les sénateurs. Rojoniaina Ranaivoson Andriamaholy est l'épouse du secrétaire général adjoint de la présidence, Dina Andriamaholy. Antonia Rakotoniaina est, quant à elle, l'épouse du secrétaire général du tourisme assumer cette fonction. Devant cette situation, la HCC avait donc, le 13 septembre, confié les rênes au gouvernement.

Mais dans un courrier en date du 10 octobre, Herimanana Razafimahefa a fait savoir qu'il se tenait finalement prêt à assurer ses prérogatives. Le même jour, dans une interview à France 24, il a expliqué que sa décision de septembre avait été motivée par des menaces de mort provenant du clan du présidentiel.